

Irréversibilités

Jusqu'au 19 août dernier un doute continuait à planer : la transition engagée en Europe orientale et en URSS n'allait-elle pas, tôt ou tard, tourner court ? Comment exclure que le Parti Communiste de l'URSS, encore en position dirigeante, ne parvienne à retrouver l'essentiel de sa force passée ? Le désordre gagnant, la population soviétique n'allait-elle pas souhaiter revenir en arrière ? Elle pourrait accepter alors de mettre fin au processus de démocratisation, pourvu que l'on remette en marche la machine économique. Et ceux qui, pendant plusieurs décennies, en ont eu la charge, n'étaient-ils pas les mieux placés pour le faire ? Le doute planait d'ailleurs sur un champ plus large que la seule URSS. Une restauration de l'ordre ancien, le rétablissement des pleins pouvoirs du Parti Communiste en URSS pouvaient-ils être sans effet sur les pays d'Europe orientale à peine sortis de l'orbite soviétique et fragilisés par une crise économique profonde ?

Depuis le putsch manqué une chose est sûre : un retour en arrière est impossible. Le système soviétique qui n'a cessé de se délabrer au cours des dernières années, est désormais brisé. Ceux qui ont, cet été, tenté de prendre le pouvoir l'ont appris à leurs dépens : ils ont montré au monde entier que les manettes dont ils s'étaient emparés ne commandaient plus rien. La désaggrégation du PCUS a ainsi conclu sur un mode presque dérisoire, la première phase de la « perestroïka ».

Très vite toutefois, ce premier seuil franchi, une autre évolution, engagée elle aussi depuis quelques années déjà, s'est accélérée brutalement : la désaggrégation de l'Union soviétique. Les mailles serrées du Parti tenaient

ensemble les quinze républiques. Que ces mailles se distendent, qu'elles cèdent et les forces centrifuges ne peuvent que l'emporter : le risque de voir éclater l'espace économique soviétique devient alors grand. Enrayer cette décomposition est pourtant essentiel : les coûts d'un fractionnement de l'espace économique soviétique seront en effet très élevés pour chacune des républiques. D'où un handicap supplémentaire dans la déjà difficile « transition vers le marché ». On se rapprocherait alors d'un nouveau seuil, plus dramatique encore : celui à partir duquel une part de plus en plus importante des élites soviétiques – artistes et scientifiques de réputation internationale, mais aussi les techniciens et les experts – seront tentés d'émigrer vers des économies plus dynamiques, des sociétés moins troublées. Un tel exode des cerveaux, des esprits les plus entreprenants, des « mains » les plus qualifiées, constituerait, pour la transition des économies de l'ex-URSS, un nouvel et lourd handicap. Disposant d'un stock de capital physique largement obsolète, ces économies se trouveraient privées aussi de la partie la plus vive de leur capital humain : on peut penser que leur retard économique deviendra alors de plus en plus difficile à combler.

Anton Brender
Directeur du CEPII